



Conseil économique et social

Distr. générale
9 août 2019
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
9-18 juillet 2019

Rapport sur les travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2019

Résumé

Dans son compte rendu des travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (E/HLPF/2019/8), la Présidente du Conseil économique et social a indiqué qu'il était manifeste, à l'issue de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, que le monde n'était pas en voie de réaliser les objectifs du développement durable. Si le Programme 2030 et ces objectifs demeurent le meilleur moyen de surmonter les obstacles à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation du développement durable, une action plus résolue, ambitieuse, porteuse de changement et intégrée s'impose d'urgence. La communauté internationale doit sortir des sentiers battus et explorer de nouveaux modes d'action collective à un rythme beaucoup plus soutenu.

L'objectif, essentiel, d'une éducation équitable, inclusive et de qualité pour tous requiert de nouveaux espaces de coopération, de nouveaux partenariats, un soutien accru aux enseignants et un plus fort investissement dans une éducation de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie.

Le travail décent et la croissance économique, qui sont étroitement liés dans les objectifs de développement durable, ont un rôle de premier plan dans la réalisation du Programme 2030. Les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, l'automatisation et la robotique, sont à la fois lourdes de conséquences et riches de nouvelles possibilités dans ce domaine. Des efforts particuliers doivent être faits pour intégrer les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables dans le marché du travail.

Les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays demeurent un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement durable, et l'inaction à cet égard risque de compromettre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du



Programme 2030. Pour être efficaces, les politiques de réduction des inégalités doivent pouvoir s'appuyer sur des partenariats et une volonté politique.

Les progrès dans la lutte contre les changements climatiques et leurs effets sont bien loin d'être suffisants. L'objectif 13 est encore à notre portée, mais il faut concrétiser plus rapidement les engagements pris et relever sensiblement le niveau d'ambition.

La paix, la justice et la mise en place d'institutions transparentes, efficaces, responsables et ouvertes à tous ainsi que d'espaces civiques sûrs sont essentielles à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Elles exigent que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions. Des mesures doivent aussi être prises pour améliorer les données dans ce domaine.

Pour ce qui est du financement des objectifs, les fonds restent nettement insuffisants. Les pays doivent mobiliser les ressources intérieures, notamment en créant un environnement favorable à l'investissement privé, en renforçant l'administration fiscale et en luttant contre les flux financiers illicites. L'établissement d'un cadre de financement national intégré peut les aider à faire face aux problèmes. D'importantes ressources peuvent également être mobilisées au niveau régional.

Dans l'ensemble, les objectifs de développement durable doivent être plus systématiquement pris en compte au stade de la mise au point des plans et des politiques et il faut s'attacher à établir des priorités et à accélérer le rythme de mise en œuvre par l'adoption de mesures susceptibles d'avoir des effets multiplicateurs. Une décennie d'action ambitieuse donnera le nouvel élan nécessaire.

Les partenariats et la coopération internationale peuvent aider grandement les petits États insulaires en développement à atteindre leurs objectifs de développement durable, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les stratégies de développement des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral doivent viser bien plus que la croissance économique et englober des aspects tels que l'inclusion, l'égalité, les services sociaux universels, la résilience face aux changements climatiques et un financement suffisant.

Il faut en particulier investir dans les données et les capacités d'évaluation, afin de disposer des éléments nécessaires à l'élaboration de politiques qui garantissent que personne ne sera laissé de côté.

Il est également essentiel de renforcer le rôle des acteurs non étatiques et, pour être réellement utile, la participation des parties prenantes devrait comporter de vastes consultations ouvertes à tous et s'accompagner de mécanismes formels qui permettent aux intéressés de s'engager durablement dans la réalisation des objectifs, la préparation des examens nationaux volontaires et les débats au sujet de ces examens au forum politique de haut niveau.

La science peut aider les gouvernements à élaborer des politiques qui tiennent compte des interactions – avantages réciproques et arbitrages difficiles – entre les objectifs de développement durable et, ce faisant, entraînent des transformations systémiques positives. Le *Rapport mondial sur le développement durable* est un outil précieux à cet égard.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que les réunions du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisées sous les auspices du Conseil économique et social seraient convoquées tous les ans par la présidence du Conseil pour une durée de huit jours, dont trois seraient consacrés à un débat ministériel. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 11 de l'annexe à la résolution 68/1 de l'Assemblée, ce débat ministériel se tient dans le cadre du débat de haut niveau tenu par le Conseil.
2. Dans sa résolution 2019/1, le Conseil a décidé que le forum se tiendrait du 9 au 12 juillet puis le 15 juillet 2019, et que le débat de haut-niveau de sa session de 2019 aurait lieu du 16 au 19 juillet et inclurait les trois jours de réunion ministérielle du forum (16-18 juillet).
3. Dans sa résolution 70/299, l'Assemblée générale a décidé que, en 2019, le forum aurait pour thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité » et que, sans préjudice du caractère intégré, indissociable et interdépendant des objectifs de développement durable et afin que les progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs puissent être examinés en profondeur au cours d'un cycle de quatre ans, les participantes et participants examineraient en profondeur les objectifs 4, 8, 10, 13 et 16, en sus de l'examen annuel de l'objectif 17.
4. Le présent rapport rend compte des débats du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2019.

II. Compte rendu des travaux et mesures prises lors du forum

5. Du 9 au 18 juillet 2019, 23 séances se sont tenues dans le cadre du forum, dont la séance d'ouverture, la séance récapitulative et la séance de clôture, des séances d'examen des objectifs de développement durable n^{os} 4, 8, 10, 13, 16 et 17, des débats thématiques et la présentation de 47 examens nationaux volontaires. Un débat général s'est en outre tenu sur le thème du forum dans le cadre du débat ministériel de trois jours organisé pendant le débat de haut niveau tenu par le Conseil (voir par. 190 et 191 ci-après).
6. Un total de 253 manifestations parallèles, 10 formations consacrées au développement durable et 5 manifestations spéciales, ainsi que d'autres activités connexes, se sont déroulées en marge des séances officielles du forum. Elles ont été parrainées par diverses parties prenantes, dont des gouvernements, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations internationales et intergouvernementales, des grands groupes et d'autres parties intéressées¹. On trouvera des informations à ce sujet (en anglais uniquement) sur le site Web du forum, à l'adresse suivante : <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2019>.

¹ Selon l'action 21 : Programme d'action pour un développement durable, les grands groupes sont les suivants : femmes, enfants et jeunes, peuples autochtones, organisations non gouvernementales, autorités locales, travailleurs et syndicats, entreprises et industrie, communauté scientifique et technique, et agriculteurs. En outre, l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/290, a reconnu le rôle joué par les autres parties intéressées, telles que les organismes philanthropiques privés, les établissements d'enseignement et universités, les personnes handicapées, les associations de bénévoles et autres acteurs du développement durable.

Ouverture du forum

7. À la 1^{re} séance, le 9 juillet, la Présidente du Conseil économique et social, Inga Rhonda King (Saint-Vincent-et-les Grenadines), a déclaré ouvert le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2019 et fait une déclaration.

8. À la même séance, le Vice-Président du Conseil, Valentin Rybakov (Biélorus), a relayé les messages issus du débat consacré à l'intégration tenu le 8 juillet, et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, a fait une déclaration.

9. Également à la même séance, des allocutions liminaires ont été prononcées par M^{me} Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Chris Skinner, auteur et commentateur britannique, et Yolanda Joab, fondatrice et Directrice exécutive d'Island PRIDE et Ambassadrice One Young World des États fédérés de Micronésie.

Séance récapitulative et conclusion du forum

10. À la 15^e séance, le 15 juillet, une séance récapitulative s'est tenue pour résumer les débats des cinq premiers jours, lors de laquelle la Sous-Secrétaire générale à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations du Département des affaires économiques et sociales, Maria-Francesca Spatolisano, a fait une déclaration.

11. À la même séance, la Présidente du Conseil a présenté ses observations et rappelé les messages clés à retenir des débats des cinq premiers jours.

12. À la 23^e séance (séance de clôture), le 18 juillet, la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation, Amina Mohammed, a fait une déclaration.

13. À la même séance, la Présidente du Conseil a fait une déclaration et déclaré clos le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2019.

Adoption du projet de rapport

14. À la 23^e séance, les participantes et les participants au forum ont adopté le projet de rapport (E/HLPF/2019/L.1) au titre du point 3 de l'ordre du jour (Adoption du rapport) et décidé de charger la Présidente du Conseil d'en établir la version finale.

III. Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité

15. On trouvera ci-dessous un compte rendu des travaux du forum menés au titre du point 2 de l'ordre du jour intitulé « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité ».

Débat interactif sur le thème « Progrès, lacunes et obstacles : sommes-nous sur la bonne voie pour ne laisser personne de côté ? »

16. À la 2^e séance, le 9 juillet, le forum a tenu un débat interactif sur le thème « Progrès, lacunes et obstacles : sommes-nous sur la bonne voie pour ne laisser personne de côté ? ». Le débat, divisé en deux parties, était présidé par la Présidente du Conseil.

Première partie : où en sommes-nous ?

17. Pendant le débat, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a présenté le rapport du Secrétaire général intitulé « Édition spéciale : point sur les objectifs de développement durable » (E/2019/68).

18. La discussion était animée par la Directrice exécutive chargée des politiques de la Fondation pour les Nations Unies, Minh-Thu Pham, qui a fait une déclaration.

19. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts ci-après : le Président de l'Institut national de statistique et de géographie du Mexique, Julio Santaella ; l'Auditrice générale des comptes du Costa Rica, Marta Acosta ; le Représentant spécial et Observateur permanent de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Robin Ogilvy ; le Responsable scientifique de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Thomas Brooks.

20. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Union européenne, de la République islamique d'Iran, de l'Indonésie, de la Suède, du Botswana, de la Finlande, de la Turquie, du Costa Rica, du grand groupe des femmes, du groupe d'intérêt des bénévoles et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Deuxième partie : Qui risque d'être laissé pour compte ?

21. Pendant le débat, une allocution d'ouverture a été prononcée par le professeur et Codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales et de la World Inequality Database de l'École d'économie de Paris, Lucas Chancel.

22. Le débat était animé par le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Nikhil Seth, qui a fait une déclaration.

23. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts ci-après : la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Coordonnatrice des commissions régionales, Alicia Bárcena ; le Chef de mission pour le Cambodge du Département Asie et Pacifique du Fonds monétaire international, Jarkko Turunen ; le cofondateur du Tanzania Data Lab et de l'Africa Philanthropic Foundation, Stephen Chacha ; la Directrice principale des politiques humanitaires et du plaidoyer au Comité international de secours, Sara Charles.

24. L'orateur principal, le Vice-Président de la National Association for the Rights of Persons with Disabilities, George Khoury, a fait une déclaration.

25. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Union européenne, de la Finlande, d'Haïti, de l'Éthiopie, du Nigéria, des Bahamas, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des grands groupes des travailleurs et des syndicats, des peuples autochtones et des enfants et des jeunes.

Débat interactif : Que nous disent les régions de la réalisation du Programme 2030 et des objectifs du développement durable ?

26. À la 17^e séance A), tenue parallèlement à la séance B) du forum, le 16 juillet, un débat interactif a eu lieu sur le thème suivant : « Que nous disent les régions de la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable ? ». Il était présidé par la Présidente du Conseil et animé par la Secrétaire exécutive de la CEPALC. Les ministres ayant présidé les forums régionaux pour le développement durable ont présenté les résultats des travaux de ceux-ci.

27. Des exposés ont été faits par le Ministre cubain du commerce extérieur et des investissements étrangers de Cuba, Rodrigo Malmierca Díaz, pour le forum régional organisé par la CEPALC ; le Ministre de la réforme législative et des affaires parlementaires du Timor-Leste, Fidelis Leite Magalhães, pour le forum régional organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); la Secrétaire d'État marocaine chargée du développement durable, Nezha El Ouafi, pour le forum régional organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ; la Ministre albanaise de la santé et de la protection sociale, Ogerta Manastirliu, pour le forum régional organisé par la Commission économique pour l'Europe (CEE) ; le Ministre iraquien de la planification, Noori Al-Dulaimi, pour le forum régional organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

28. La principale oratrice, représentante de la société civile et membre du Women's Action Forum, Sarah Zaman, a fait une déclaration.

29. Au cours du débat interactif qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Ouganda, du Tchad et de la Guinée.

Messages communiqués au forum politique de haut niveau pour le développement durable

30. À la 17^e séance A), le 16 juillet, des messages ont été communiqués par le Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre norvégien du climat et de l'environnement, Ola Elvestuen ; la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet Jeria ; le Président de la quatorzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et Conseiller d'État en chef au Ministère de l'agriculture et du développement rural de la Slovaquie, Boris Greguška ; l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake ; le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Guy Ryder.

A. Examen des objectifs de développement durable n^{os} 4, 8, 10, 13, 16 et 17

31. À ses 3^e, 6^e, 9^e, 10^e, 12^e et 13^e séances, du 9 au 12 juillet et le 15 juillet, le forum a examiné l'alinéa a) du point 2 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des objectifs de développement durable n^{os} 4, 8, 10, 13, 16 et 17 ».

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 4

32. À la 3^e séance, le 9 juillet, le forum a procédé à un examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n^o 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), dirigé par la Présidente du Conseil et animé par la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Henrietta Fore, qui ont chacune fait une déclaration.

33. Une vidéo d'enfants et de jeunes à l'école a été projetée.

34. La personne représentant la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales a fait un exposé sur les données statistiques relatives à l'objectif de développement durable n^o 4.

35. Une vidéo consacrée aux écoliers du Lobby de Poissy, un groupe de jeunes militants écologistes, a été projetée.

36. Des exposés ont été faits par les expertes et experts ci-après : le Vice-Ministre de l'éducation et du développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick (Canada), John McLaughlin ; la Sous-Directrice générale pour l'éducation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Stefania Giannini ; la Vice-Présidente et Administratrice de la Qatar Foundation for Education, Science and Community Development, Sheikha Hind bint Hamad Al-Thani ; le Coprésident du Comité directeur Objectif de développement durable n° 4-Éducation 2030, Kazuhiro Yoshida.

37. Un message vidéo adressé par la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, Koumbou Boly Barry, a été projeté.

38. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux ci-après : la Présidente de l'Internationale de l'éducation, Susan Hopgood ; la Présidente de la Fondation Monge, Costa Rica, Maria Jose Monge ; la Vice-Présidente de la Campagne mondiale pour l'éducation, Madeleine Zúñiga.

39. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Algérie, de l'Union européenne, d'Israël, de la Finlande, de la France, de l'Argentine (au nom du Groupe des amis de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie), des États-Unis d'Amérique, des Philippines, de la Fédération de Russie, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Norvège, de la Suède, de la Turquie, de la République islamique d'Iran, de la République de Corée, du Belize (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de la Belgique, de l'Éthiopie, de l'Espagne, du Mexique, du Royaume-Uni, de l'Indonésie, de la Chine, de la République démocratique du Congo, du Timor-Leste, des Émirats arabes unis, des Pays-Bas, du Maroc, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, des grands groupes des organisations non gouvernementales (également au nom des groupes d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes et des bénévoles), de la communauté scientifique et technique, des enfants et des jeunes, des peuples autochtones et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 8

40. À la 6^e séance, le 10 juillet, le forum a procédé à un examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), dirigé par le Vice-Président du Conseil (Biélorus) et animé par le Directeur général adjoint pour les opérations de terrain et les partenariats de l'Organisation internationale du Travail, Moussa Oumarou, qui ont chacun fait une déclaration.

41. La personne représentant la Division de statistique a fait un exposé sur les données statistiques relatives à l'objectif de développement durable n° 8.

42. L'animateur a conduit un sondage en direct en préparation du débat interactif.

43. Des déclarations ont été faites par les expertes et experts ci-après : la professeure et Directrice fondatrice du Technology and Management Centre for Development, professeure de technologie et de développement international et chercheuse au Green Templeton College de l'Université d'Oxford, Xiaolan Fu ; le Secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale, Mamadou Diallo ; le Président du United States Council for International Business et Vice-Président régional (Amérique du Nord) de l'Organisation internationale des employeurs, Peter Robinson ; la Directrice générale de Vinnova, l'agence suédoise pour l'innovation, Darja Isaksson.

44. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux ci-après : la Secrétaire exécutif de la CEE, Olga Algayerova, et le Secrétaire général adjoint de l'Organisation internationale des employeurs, Matthias Thorns.

45. Au cours du débat interactif qui a suivi, les expertes et experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Union européenne, du Costa Rica, de la Suisse, d'Israël, du Kenya, de la Thaïlande, de la Norvège, du Mexique, de la Suède, de la Turquie, de la France, de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, du Bangladesh, de la Finlande, de l'Espagne, de la Tchéquie, du Guatemala, du Belize (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), du Niger, de la République démocratique du Congo, de l'Algérie, de l'Afrique du Sud, de la Pologne, du Zimbabwe, de la République dominicaine, de l'Azerbaïdjan, des observateurs du Groupe de la Banque islamique de développement et de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et des représentantes et représentants de l'Union internationale des télécommunications, des grands groupes des agriculteurs et des enfants et des jeunes, des groupes d'intérêt pour le financement du développement, la société civile, les personnes handicapées et d'Ensemble 2030.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 10

46. À la 9^e séance, le 11 juillet, le forum a procédé à un examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), dirigé par le Vice-Président du Conseil (Biélorus) et animé par la Directrice du Centre de coopération internationale de l'Université de New York, Sarah Cliffe, qui ont chacun fait une déclaration.

47. La personne représentant la Division de statistique a fait un exposé sur les données statistiques relatives à l'objectif de développement durable n° 10.

48. L'animateur a conduit un sondage en direct en préparation du débat interactif.

49. Des déclarations ont été faites par les expertes et experts ci-après : le juge de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, Edwin Cameron ; la conférencière en politiques publiques à la Kennedy School d'Harvard, professeure associée à la Harvard Graduate School of Design, Conseillère principale du réseau Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing, Martha Chen ; le Directeur-général adjoint du Département du développement économique et social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Máximo Torero Cullen ; la doyenne de la Graduate School of International Studies de l'Ewha Woman's University (République de Corée), Eun Mee Kim.

50. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux suivants : la Secrétaire générale de la Fédération internationale du vieillissement, Jane Barratt ; la Directrice exécutive du Fiji Women's Rights Movement, Nalini Singh ; le Directeur de Development Finance International, Matthew Martin.

51. Au cours du débat interactif qui a suivi, les expertes et experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la République de Corée (au nom du Groupe des Amis de l'objectif de développement durable n° 10 : Argentine, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Chili, El Salvador, France, Guatemala, Iraq, Israël, Italie, Jamaïque, Liechtenstein, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Corée, Roumanie, Suisse, Tchéquie, Tunisie et Viet Nam), d'Israël, de la Finlande, de la Zambie, de la France, de la Norvège, d'El Salvador, de la Pologne, de la Thaïlande, des Pays-Bas, de l'Indonésie, de la Suède, du Bangladesh, du Népal, de la Tchéquie, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, de l'Azerbaïdjan, du Mexique, de la Suisse, de l'Union Européenne, du Niger, du Guatemala, de l'Espagne, du Maroc, du Viet Nam, de la République dominicaine, de l'Équateur, de la Chine, de

l'Allemagne, des Philippines, de l'observateur d'INTERPOL, des représentantes et représentants des grands groupes des organisations non gouvernementales, des travailleurs et des syndicats, du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, d'Ensemble 2030 et du groupe d'intérêt de l'éducation et du milieu universitaire.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif n° 13

52. À la 10^e séance, le 12 juillet, le forum a procédé à un examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions), dirigé par le Vice-Président du Conseil, Omar Hilale (Maroc) et animé par le Secrétaire exécutif adjoint de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Ovais Sarmad, qui ont chacun fait une déclaration.

53. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sommet Action Climat 2019, Luis Alfonso de Alba, a prononcé un discours liminaire.

54. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts ci-après : la Ministre chilienne de l'environnement et Présidente de la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Carolina Schmidt ; la Coprésidente du Groupe consultatif sur la climatologie du Secrétaire général, Leena Srivastava ; le Directeur exécutif adjoint du Fonds vert pour le climat, Javier Manzanares ; la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Mami Mizutori ; la Secrétaire exécutive de la CESAO, Rola Dashti ; la Commissaire aux affaires internationales du Bureau du Maire de New York, Penny Abeywardena ; le Président de Xiamen Airlines (Chine), Zhao Dong ; un jeune agriculteur de l'Organisation mondiale des agriculteurs représentant aussi le grand groupe des agriculteurs, Dimakatso (Nono) Sekhoto.

55. Au cours du débat interactif qui a suivi, les expertes et experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants des pays suivants : Jamaïque, Israël, Allemagne, Chine, Îles Marshall (au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique), Suède, Pologne, Viet Nam, Malawi (au nom du Groupe des pays les moins avancés), Suisse, Mexique, Fédération de Russie, Indonésie, Népal, Norvège, Portugal, France, Côte d'Ivoire, Niger, Finlande, Espagne, Thaïlande, Union européenne, Afrique du Sud, Maroc, République de Corée, Maldives, Belize (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), Ghana, République démocratique du Congo, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Turquie, Éthiopie, Zimbabwe, Nouvelle-Zélande, Guyana, Émirats Arabes Unis et Canada, des observateurs du Groupe de la Banque islamique de développement, de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, ainsi que des représentantes et représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des grands groupes des peuples autochtones, des autorités locales, de la communauté scientifique et technique, des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai.

56. Le Vice-Président du Conseil (Maroc) a prononcé une déclaration finale.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 16

57. À la 12^e séance, le 12 juillet, le forum a procédé à un examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) dirigé par le Vice-Président du Conseil (Maroc), qui a fait une

déclaration, et animé par la Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, Irene Khan.

58. La personne représentant la Division de statistique a fait un exposé sur les données statistiques relatives à l'objectif de développement durable n° 16.

59. Une déclaration liminaire a été faite par l'ancienne Présidente du Costa Rica et Vice-Présidente du Club de Madrid, Laura Chinchilla.

60. Des déclarations sur les moyens de mettre fin à la violence contre les enfants ont également été faites par des représentants des jeunes et des enfants, Charles Young et Ahona Paul.

61. Des exposés ont été faits par les expertes et experts ci-après : la Vice-Ministre italienne des affaires étrangères et de la coopération internationale, Emanuela del Re ; la Vice-Ministre argentine de la justice, María Fernanda Rodríguez ; le Directeur exécutif chargé de la liaison avec les gouvernements et institutions d'Afrique à la Fondation Mo Ibrahim, Abdoulie Janneh ; la Présidente de l'Union interparlementaire, Gabriela Cuevas Barron.

62. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux suivants : le Président de la Cour des comptes des Émirats arabes unis et Président de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, Habib Al Amimi ; le Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Vuk Žugić ; le Directeur exécutif du Pastoralists Indigenous Non-governmental Organizations' Forum, Edward Thomas Porokwa.

63. Au cours du débat interactif qui a suivi, les expertes et experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la France, de la Finlande, de l'Union Européenne, du Bangladesh, de la République de Corée, d'Israël, de la Suisse, du Qatar, des Pays-Bas, de la Suède, du Canada, de la Pologne, du Népal, du Mali, de la Tchéquie, de la Thaïlande, du Maroc, du Niger, de l'Espagne, du Mexique, de l'Indonésie, de l'Irak, de la Belgique, du Royaume-Uni, du Guatemala, de la Norvège, de la République Démocratique du Congo, du Kenya, des Émirats arabes unis, de la République Dominicaine, de la Sierra Leone, du Nigeria, l'observateur d'INTERPOL, les représentantes et représentants des grands groupes des organisations non gouvernementales et des autorités locales, du groupe d'intérêt pour le financement du développement et du groupe d'intérêt de la société civile.

Examen des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 17

64. À la 13^e séance, le 15 juillet, le forum a tenu un débat sur le thème « Financement des objectifs de développement durable : passer de la parole aux actes », présidé par le Vice-Président du Conseil (Biélorus) et animé par la Représentante permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies, Courtenay Rattray, qui ont tous deux fait une déclaration.

65. La personne représentant la Division de statistique a fait un exposé sur les données statistiques relatives à l'objectif de développement durable n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser).

66. Le Vice-Président et Directeur par intérim du Programme Économie mondiale et développement de la Brookings Institution, Homi Kharas, a prononcé un discours liminaire.

67. Des exposés ont été faits par les expertes et experts ci-après : la Ministre norvégienne du développement international, Dag-Inge Ulstein ; la Secrétaire

exécutive de la CEA, Vera Songwe ; le Chef du Domaine de direction Coopération Sud de la Direction suisse du développement et de la coopération, Thomas Gass ; le Chef du Comité général du développement régional et sectoriel du Ministère tunisien du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Belgacem Ayed ; le Premier Vice-Président du Groupe de la Banque mondiale pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les relations avec les organismes des Nations Unies et les partenariats, Mahmoud Mohieldin.

68. Des déclarations ont été faites par les principaux orateurs ci-après : le Lehendakari (Président) du Gouvernement basque (Espagne), Iñigo Urkullu Renteria et le Représentant en chef de l'Industrial and Commercial Bank of China en Afrique et Directeur non-exécutif du Standard Bank Group, Lubin Wang.

69. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont répondu aux observations et aux questions formulées par les principaux orateurs et par les représentantes et représentants du Burkina Faso, de l'Allemagne, du Portugal, du Maroc, de l'Afrique du Sud, du Canada, du Danemark, de l'Éthiopie, de la Fédération de Russie, des Philippines, du Ghana, de l'Espagne, de l'Union européenne, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, du Kenya, du Pakistan, de la Suède, de l'Organisation mondiale du commerce, des grands groupes des femmes et des travailleurs et des syndicats, du groupe d'intérêt de la société civile pour le financement du développement et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

B. Examen thématique

70. Aux 4^e, 5^e, 7^e, 8^e et 11^e séances de la réunion du forum, du 10 au 12 juillet 2019, des débats ont été tenus au titre du point 2 b) de l'ordre du jour (Examen thématique).

Débat interactif sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives des petits États insulaires en développement, notamment les principales conclusions de l'examen à mi-parcours des Orientations de Samoa »

71. À la 4^e séance, le 10 juillet, le forum a tenu un débat interactif sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives des petits États insulaires en développement, notamment les principales conclusions de l'examen à mi-parcours des Orientations de Samoa » ; ce débat était présidé par la Vice-Présidente du Conseil, Mona Juul (Norvège) et animé par l'ancienne Directrice exécutive de la Pacific Islands Association of Non-governmental Organizations, Emele Duituturaga, qui a fait une déclaration.

72. La Vice-Première Ministre et Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de Samoa, Fiaame Naomi Mataafa, a prononcé un discours liminaire.

73. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts suivants : le Ministre d'État chargé du commerce, de l'emploi, des entreprises, du marché unique numérique européen et de la protection des données de l'Irlande, Pat Breen ; la Responsable principale du Ministère du développement économique et du pétrole du Belize, Yvonne Hyde ; le Ministre conseiller du Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international de Maurice, Rakesh Bhuckory ; le Secrétaire général adjoint au développement humain et social du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, Douglas Slater.

74. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux suivants : la Directrice du Bureau du développement de l'Université des Indes occidentales de Trinité-et-Tobago, Stacy Richards-Kennedy, et le Responsable du projet Pacific Climate Change Collaboration, Influencing and Learning et du Vanuatu Climate

Action Network (Réseau action climat de Vanuatu) et Coordonnateur de l'équipe humanitaire d'Oxfam à Vanuatu, Willy Missack.

75. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Belize (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de la Norvège, des Tonga, de la Jamaïque, de la République dominicaine, d'Haïti (au nom de la Communauté des Caraïbes), des Fidji, des Palaos, des Bahamas, du Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

76. La Sous-Secrétaire générale à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations a prononcé un discours de conclusion.

Table ronde intitulée « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral »

77. À la 5^e séance, le 10 juillet, le forum a organisé une table ronde sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral » ; elle était présidée par la Vice-Présidente du Conseil (Norvège), qui a prononcé une déclaration, et animée par la chef de projet régional auprès du Hivos, Hope Muli.

78. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts suivants : le député représentant Pétion-Ville en Haïti, Jerry Tardieu ; le Rapporteur spécial sur le droit au développement, Saad Alfarargi ; la Haut-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu ; le Directeur exécutif d'Oxfam Mexique, Ricardo Fuentes-Nieva.

79. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux suivants : la Représentante permanente du Bhoutan auprès de l'Organisation des Nations Unies et cofacilitatrice de la déclaration politique sur l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, Doma Tshering, et le Coprésident de CSO Partnership for Development Effectiveness et ancien Président du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine, Richard Ssewakiryanga.

80. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les experts et les orateurs principaux ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Malawi (au nom du Groupe des pays les moins avancés), du Paraguay (au nom du Groupe des pays en développement sans littoral), de l'Union européenne, du Népal, de l'Éthiopie, de la Zambie, de la Turquie, du Maroc, du Paraguay, d'Haïti, du Mali, du Niger, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des grands groupes des femmes et des peuples autochtones et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Débat interactif sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives de la société »

81. À la 7^e séance, le 11 juillet, le forum a tenu un débat interactif sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité : perspectives de la société ». Il était présidé par la Vice-Présidente du Conseil, Kira Christianne Danganan-Azucena (Philippines), qui a fait une déclaration, et animé par la Secrétaire générale du Conseil international d'éducation des adultes et

représentante du Groupe de parties prenantes de l'éducation et du milieu universitaire, Katarina Popović, et par la Directrice adjointe du Département de la politique économique et sociale de la Confédération syndicale internationale et Coprésidente du groupe directeur des groupes majeurs et des autres groupes d'intérêt.

82. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts suivants : le Président de l'Union mondiale des aveugles et Codirecteur du Groupe de travail des grands groupes et autres parties prenantes sur la réforme du forum politique de haut niveau, Jose Viera ; la Directrice chargée des politiques, des activités de plaidoyer et du financement du développement de la Société internationale pour le développement, Pooja Rangaprasad ; la Coprésidente du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, Warda Rina ; le représentant du grand groupe des enfants et des jeunes, Donovan Guttieres.

83. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants des Philippines, de l'Azerbaïdjan, du Kenya, du Maroc, de la France, de l'Union européenne, de la Belgique, du Mexique, de la Norvège, de la Suède, du Guatemala, de la Tchèque, des grands groupes des enfants et des jeunes, des femmes, des peuples autochtones, des organisations non gouvernementales, des travailleurs et des syndicats, du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Débat interactif sur l'Interface science-politique comprenant l'exposé du groupe indépendant de scientifiques sur le *Rapport mondial sur le développement durable*

84. À la 8^e séance, le 11 juillet, le forum a tenu un débat interactif sur le thème de l'Interface science-politique, comprenant l'exposé du groupe indépendant de scientifiques sur le *Rapport mondial sur le développement durable* ; le débat était présidé par la Vice-Présidente du Conseil (Philippines), qui a fait une déclaration, et animé par le Directeur exécutif de l'Académie mondiale des sciences, Romain Murenzi.

85. Des exposés ont été présentés par les expertes et experts suivants : le Directeur du Centre for Development and Environment de l'Université de Berne et Coprésident du groupe indépendant de scientifiques sur le *Rapport mondial sur le développement durable*, Peter Messerli ; l'ancienne Vice-Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, Ministère de la planification du développement national de l'Indonésie et Coprésidente du groupe indépendant de scientifiques sur le *Rapport mondial sur le développement durable*, Endah Murniningtyas ; la Directrice du Conseil international des sciences, Heide Hackmann ; la chercheuse invitée au Rudin Center for Transportation Policy and Management de l'Université de New York et ancienne commissaire à la Commission des taxis et des limousines de la ville de New York, Meera Joshi.

86. Des déclarations ont été faites par les oratrices et orateurs principaux suivants : la Responsable de la réduction globale des risques de catastrophe auprès de Public Health England et membre du Comité scientifique de la recherche intégrée sur le risque de catastrophe, Virginia Murray, et le Commissaire chargé du Programme de développement durable à l'horizon 2030 du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire, Stephan Contius.

87. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la France, de la Norvège, de la Suisse, de la Jamaïque, de la République Dominicaine, de la

République de Corée, du Ghana, de l’Afrique du Sud, de l’Union Européenne, de la Suède, du Rwanda, des Bahamas, du Kenya, de l’Agence internationale de l’énergie atomique, du grand groupe des femmes et du groupe d’intérêt des personnes handicapées.

Débat interactif sur le rapport du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l’innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable de 2019

88. À la 11^e séance, le 12 juillet, le forum a tenu un débat interactif sur le rapport du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l’innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable de 2019 ; le débat était présidé par le Vice-Président du Conseil (Maroc) et animé par la Coprésidente du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l’innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable de 2019 et Représentante permanente de la Tchéquie auprès de l’Organisation des Nations Unies, Marie Chatardová.

89. Un exposé a été présenté par la Coprésidente du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l’innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable de 2019 et Représentante permanente de la Barbade, H. Elizabeth Thompson.

90. Des exposés ont aussi été présentés par les experts suivants : le Coprésident du Groupe consultatif de 10 membres auprès du forum de collaboration multipartite et Directeur exécutif pour la politique et les affaires mondiales des National Academies of Sciences, Engineering and Medicine des États-Unis, Vaughan Turekian ; le membre du Groupe consultatif de 10 membres auprès du forum de collaboration multipartite et Coordonnateur de la stratégie pour le Programme 2030 de la Fundação Oswaldo Cruz (Brésil), Paulo Gadelha ; le Président de l’Institute for Global Environment Strategies (Japon), Kazuhiko Takeuchi.

91. La Présidente de la Fédération mondiale des organisations d’ingénieurs, Marlene Kanga, a fait une déclaration en sa qualité d’oratrice principale.

92. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l’Union européenne, du Mexique, d’Israël, de la République dominicaine, de la Belgique, de l’Afrique du Sud, de la France, de la Chine, du Ghana, des Émirats arabes unis, du Groupe de la Banque islamique de développement, de l’Union internationale des télécommunications, de l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, du grand groupe des femmes et du groupe d’intérêt de la société civile pour le financement du développement.

C. Examens nationaux volontaires

93. À la 14^e séance du forum et de la 16^e à la 23^e séance, du 15 au 18 juillet 2019, 47 examens nationaux volontaires ont été présentés au titre du point 2 c) de l’ordre du jour (Examens nationaux volontaires).

94. À la 15^e séance, le 15 juillet, le forum a tenu un débat au titre de la question subsidiaire.

Examens nationaux volontaires : Azerbaïdjan, Philippines, Sierra Leone et Chili

95. À la 14^e séance, le 15 juillet, l'Azerbaïdjan, les Philippines, la Sierra Leone et le Chili ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

96. Les exposés ont été présentés au nom de l'Azerbaïdjan par le Vice-Premier Ministre et Président du Conseil de coordination national pour le développement durable, Ali Ahmadov ; au nom des Philippines par le Secrétaire de l'Autorité nationale chargée de l'économie et de la planification du développement, Ernesto Pernia ; au nom de la Sierra Leone par le Ministre de la planification et du développement économique, Francis M. Kai-Kai, et au nom du Chili par la Vice-Ministre du développement social, Alejandra Candia.

97. Pendant le débat interactif qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, de la Fédération de Russie, de l'Arménie, du Guatemala, de la Suède, du Canada, de la Thaïlande, du Bélarus, de l'Indonésie, de l'Allemagne, de la Chine, du Maroc et des grands groupes des enfants et des jeunes, des peuples autochtones et des femmes.

Examens nationaux volontaires : Guatemala, Indonésie et Turquie

98. À la même séance, le Guatemala, l'Indonésie et la Turquie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

99. Les exposés ont été présentés au nom du Guatemala par le Secrétaire à la planification et à la programmation auprès du Cabinet présidentiel, Miguel Ángel Moir ; au nom de l'Indonésie par le Ministre de la planification du développement national, Bambang P.S. Brodjonegoro, et au nom de la Turquie par le Chef de la stratégie et du budget de la présidence, Naci Ağbal.

100. Pendant le débat interactif qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants des Philippines, du Chili, de l'Australie, de la Fédération de Russie, du Pakistan, de l'Allemagne, de la Norvège, de la République dominicaine, du Danemark, du Royaume-Uni, de la Chine et des grands groupes des femmes et des peuples autochtones.

Débat sur le thème « Examens nationaux volontaires : quatre ans après, qu'avons-nous appris sur ce qu'il faut faire pour atteindre les objectifs de développement durable ? »

101. À la 15^e séance, le 15 juillet, le forum a tenu un débat sur le thème « Examens nationaux volontaires : quatre ans après, qu'avons-nous appris sur ce qu'il faut faire pour atteindre les objectifs de développement durable ? ». Le débat était animé par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, Achim Steiner.

102. La personne représentant la Division de statistique a présenté un exposé sur les plateformes en ligne traitant de la progression de la réalisation des objectifs et de la visualisation des examens nationaux volontaires par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.

103. Des exposés ont aussi été présentés par les expertes et experts suivants : le Ministre d'État, Ministère des communications, de l'action pour le climat et de l'environnement, Seán Canney ; la Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire, Rita Schwarzeluehr-Sutter ; le Chef adjoint du Bureau du Président pour l'analyse et l'innovation (Mexique), Abel Hibert ; la Secrétaire exécutive de la

CESAP, Armida Salsiah Alisjahbana ; la professeure de relations internationales à The New School et Vice-Présidente du Comité des politiques de développement, Sakiko Fukuda-Parr ; le Directeur général du Conseil du développement durable (Sri Lanka), Sugath Yalgama ; la Directrice, Recherche, politique et pratique du Conseil canadien pour la coopération internationale, Shannon Kindornay ; le Directeur principal mondial chargé de la sensibilisation, des politiques et des relations extérieures de World Vision, Chris Derksen-Hiebert, et la Directrice exécutive du réseau du Pacte mondial au Kenya et Présidente du Global Compact Africa Region Network Council, Judy Njino.

104. Un débat interactif a suivi, pendant lequel les expertes et experts ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Danemark, de l'Union Européenne, de l'Espagne, de la Norvège, de la Tunisie, du Viet Nam, du Guatemala, du Guyana, de l'observateur du Groupe de la Banque islamique de développement et des représentants des grands groupes des personnes autochtones, des travailleurs et des syndicats et des femmes et du groupe d'intérêt des volontaires.

Examens nationaux volontaires : Islande, Burkina Faso, Lesotho, Palaos, Kazakhstan, Algérie, Pakistan et Royaume-Uni

105. À la 16^e séance, le 16 juillet, l'Islande, le Burkina Faso, le Lesotho, les Palaos, le Kazakhstan, l'Algérie, le Pakistan et le Royaume-Uni ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Maroc).

106. Un exposé a été présenté au nom de l'Islande par la Première Ministre, Katrín Jakobsdóttir, et d'autres orateurs².

107. Au cours du débat qui a suivi, la Première Ministre islandaise a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Canada, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Roumanie et des grands groupes des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales.

108. Un exposé a été présenté au nom du Burkina Faso par le Ministre de l'économie, des finances et du développement, Lassane Kabore.

109. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Tchad, du Niger, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

110. Un exposé a été présenté au nom du Lesotho par le Ministre de la planification du développement et d'autres orateurs².

111. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre de la planification du développement a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Estonie, du Zimbabwe et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

112. Un exposé a été présenté au nom des Palaos par le Ministre de l'éducation, Sinton Soalablai, et d'autres orateurs².

113. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Andorre, de Singapour, des Tuvalu, de la Norvège, des Fidji et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

114. Un exposé a été présenté au nom du Kazakhstan par le Vice-Ministre de l'économie nationale, Zhaslan Madiyev, et d'autres orateurs².

² La liste des orateurs a été publiée sous la cote [E/HLPF/2019/INF/3](#).

115. Au cours du débat interactif qui a suivi, le Vice-Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'État plurinational de Bolivie, de la Fédération de Russie, du Viet Nam, du Bélarus, du Maroc, de Bahreïn, des Tuvalu et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

116. Un exposé a été présenté au nom de l'Algérie par le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, Rachid Bladehane.

117. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Royaume-Uni, de la Norvège, de l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie et du grand groupe des enfants et des jeunes.

118. Un exposé a été présenté au nom du Pakistan par la Secrétaire parlementaire chargée de la planification, du développement et de la réforme, Kanwal Shuzab.

119. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants d'Oman, de la Turquie, de l'Iraq et des grands groupes des femmes et des organisations non gouvernementales.

120. Un exposé a été présenté au nom du Royaume-Uni par le Secrétaire d'État au développement international, Rory Stewart, et d'autres orateurs².

121. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Australie, de l'Algérie, de l'Indonésie, de l'Islande, de la Croatie et des grands groupes des femmes et des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Côte d'Ivoire, Fidji, Mongolie, Cambodge, Bosnie-Herzégovine et Croatie

122. À la 17^e séance B), tenue parallèlement à la séance A) du forum, le 16 juillet, la Côte d'Ivoire, les Fidji, la Mongolie, le Cambodge, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Norvège), qui a fait une déclaration.

123. Un exposé a été présenté au nom de la Côte d'Ivoire par le Ministre de l'environnement et du développement durable, Joseph Seka.

124. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la France, du Niger, du Maroc et des grands groupes des travailleurs et des syndicats et des organisations non gouvernementales.

125. Un exposé a été présenté au nom des Fidji par le Procureur général et Ministre de l'économie, Aiyaz Sayed-Khaiyum, et d'autres orateurs².

126. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Liban, du Canada, de Singapour, des Tuvalu, du Ghana et du grand groupe des femmes.

127. Un exposé a été présenté au nom de la Mongolie par le Ministre des finances, Chimed Khurelbaatar.

128. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, du Japon, de la Sierra Leone et des grands groupes des femmes et des enfants et des jeunes.

129. Un exposé a été présenté au nom du Cambodge par le Ministre délégué auprès du Premier Ministre et Secrétaire général du Conseil cambodgien du redressement et du développement auprès du Conseil du développement, Yanara Chhieng, et d'autres orateurs².

130. Au cours du débat qui a suivi, le Secrétaire d'État au Ministère cambodgien de la planification et le Ministre délégué auprès du Premier Ministre et Secrétaire général du Conseil cambodgien du redressement et du développement auprès du Conseil du développement ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants des Philippines, du Myanmar, du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

131. Un exposé a été présenté au nom de la Bosnie-Herzégovine par le Vice-Ministre des affaires étrangères, Josip Brkić.

132. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Suède, de la Tchéquie, de la Macédoine du Nord, de la Suisse et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

133. Un exposé a été présenté au nom de la Croatie par la Secrétaire d'État aux affaires politiques du Ministère des affaires étrangères et européennes, Zdravka Bušić.

134. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Guyana, du Royaume-Uni, de la Sierra Leone et du grand groupe des femmes.

Examens nationaux volontaires : République centrafricaine et Eswatini

135. À la 18^e séance, le 17 juillet, la République centrafricaine et Eswatini ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Norvège).

136. Des exposés ont été présentés au nom de la République centrafricaine par le Ministre de l'économie, du plan et de la coopération, Félix Moloua, et au nom d'Eswatini par le Ministre de la planification économique et du développement, Tambo Gina.

137. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Inde, du Ghana, du Timor-Leste, de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Eswatini et de la personne représentant le grand groupe des travailleurs et des syndicats.

Examens nationaux volontaires : Iraq, Sainte-Lucie, Serbie, Tonga, Afrique du Sud, Rwanda, Koweït et Nouvelle-Zélande

138. À la 19^e séance, le 17 juillet, l'Iraq, Sainte-Lucie, la Serbie, les Tonga, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Koweït et la Nouvelle-Zélande ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Norvège).

139. Un exposé a été présenté au nom de l'Iraq par le Ministre de la planification, Noori Sabah Hameed Al-Dulaimi.

140. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Pakistan, de l'Indonésie, du Maroc et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

141. Un exposé a été présenté au nom de Sainte-Lucie par la Ministre de l'éducation, des rapports entre femmes et hommes, de l'innovation et du développement durable, Gale Rigobert.

142. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants d'Antigua-et-Barbuda, de la Trinité-et-Tobago, de l'Estonie, de la Norvège et du grand groupe des femmes.

143. Un exposé a été présenté au nom de la Serbie par la Ministre chargée des politiques en matière de démographie et de population, Djukić Slavica Dejanović, et d'autres orateurs².

144. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Macédoine du Nord, de la Norvège, de la Suisse, de la Slovaquie, du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

145. Un exposé a été présenté au nom des Tonga par le Vice-Premier Ministre, Semisi Lafu Kioa Sika, et d'autres orateurs².

146. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Belize, des Pays-Bas, de l'Inde, de la Norvège et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

147. Un exposé a été présenté au nom de l'Afrique du Sud par la Ministre du tourisme, Mmamoloko Kubayi-Ngubane.

148. Au cours du débat qui a suivi, la Ministre du tourisme et le Vice-Ministre de la gouvernance participative et des affaires traditionnelles, Parks Tau, ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Allemagne, de l'Inde, de l'Algérie, du Brésil et des groupes des femmes et des organisations non gouvernementales.

149. Un exposé a été présenté au nom du Rwanda par la Ministre d'État chargée de la planification économique au Ministère des finances et de la planification économique, Claudine Uwera.

150. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Guyana, du Botswana, de la Chine, de Maurice et du grand groupe des femmes.

151. Un exposé a été présenté au nom du Koweït par le Secrétaire général du Conseil suprême de planification et de développement, Khaled Mahdi, et d'autres orateurs².

152. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Canada, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Maroc, de la Norvège et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

153. Un exposé a été présenté au nom de la Nouvelle-Zélande par le Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, Craig Hawke, et d'autres orateurs².

154. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Canada, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de l'Indonésie, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

Examens nationaux volontaires : Tchad, Ghana, Israël, Timor-Leste, République-Unie de Tanzanie et Vanuatu

155. À la 20^e séance, le 17 juillet, le Tchad, le Ghana, Israël, le Timor-Leste, la République-Unie de Tanzanie et Vanuatu ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Philippines).

156. Un exposé a été présenté au nom du Tchad par le Ministre de l'économie et de la planification du développement, Issa Doubragne.

157. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Burkina Faso, de l'Irlande, de Singapour, de la Norvège, du Niger, du Maroc et du grand groupe des femmes.

158. Un exposé a été présenté au nom du Ghana par le Ministre de la planification, George Gyan-Baffour, et d'autres orateurs².

159. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, de l'Allemagne, du Cameroun, du Danemark et des grands groupes des femmes et des organisations non gouvernementales.

160. Un exposé a été présenté au nom d'Israël par le Ministre de la protection de l'environnement et Ministre de Jérusalem et du patrimoine, Zeev Elkin, et d'autres orateurs².

161. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Autriche, de l'Argentine, de l'État de Palestine, de l'Australie, de la Tchèque et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

162. Un exposé a été présenté au nom du Timor-Leste par le Ministre de la réforme législative et des affaires parlementaires, Fidelis Manuel Leite Magalhaes, et d'autres orateurs².

163. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Thaïlande, de la République centrafricaine, de l'Australie, du Canada, de la Chine et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

164. Un exposé a été présenté au nom de la République-Unie de Tanzanie par le Ministre des finances et de la planification, Philip Mpango.

165. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Finlande, du Lesotho, du Danemark, du Canada, du Kenya et de la République démocratique du Congo.

166. Un exposé a été présenté au nom de Vanuatu par le Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et du commerce extérieur, Ralph Regenvanu.

167. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et du commerce extérieur, la Responsable du suivi et de l'évaluation du Département de la planification stratégique, des politiques, de l'aide et de la coordination au Cabinet du Premier Ministre de Vanuatu, Juliette Hakwa, et le Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unis, Odo Tevi, ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de Tuvalu, du Canada, de la Norvège, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Belize, des Fidji et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Cameroun et Tunisie

168. À la 21^e séance, le 18 juillet, le Cameroun et la Tunisie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

169. Des exposés ont été présentés au nom du Cameroun par le Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, et au nom de la Tunisie par le Président du Comité général du développement

sectoriel et régional du Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Belgacem Ayed.

170. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, du Mexique, d'Oman, du Congo, du Maroc et de la Libye, de l'observateur du Groupe de la Banque islamique de développement, de la Coordonnatrice résidente au Cameroun, de la Secrétaire exécutive de la CESA, du Coordonnateur résident en Tunisie et des représentants du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

Examens nationaux volontaires : Congo, Nauru, Oman, Maurice, Guyana et Liechtenstein

171. À la 22^e séance, le 18 juillet, le Congo, Nauru, Oman, Maurice, le Guyana et le Liechtenstein ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

172. Un exposé a été présenté au nom du Congo par la Ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

173. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Niger et du Cameroun.

174. Un exposé a été présenté au nom de Nauru par le Ministre des finances et du développement durable, David Adeang, et d'autres orateurs².

175. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Australie, de la Norvège, des Îles Salomon, des Fidji et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

176. Un exposé a été présenté au nom d'Oman par le Ministre du commerce et de l'industrie et Vice-Président du Conseil supérieur de la planification, Ali Masoud Ali Al Sunaidy, et d'autres orateurs².

177. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Tunisie, de l'Estonie, du Pakistan, de la Norvège, de l'Inde, de l'observateur du Groupe de la Banque islamique de développement et de la personne représentant le grand groupe des travailleurs et des syndicats.

178. Un exposé a été présenté au nom de Maurice par le Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, Nandcoomar Bodha.

179. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Canada, des États fédérés de Micronésie, de l'Uruguay, de l'Inde, du Rwanda et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

180. Un exposé a été présenté au nom du Guyana par la Ministre d'État, Dawn Hastings-Williams, et d'autres orateurs².

181. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs, ainsi que le Président de la Commission du secteur privé, Gerald Gouveia, ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de la Norvège, du Belize, de la Jamaïque, du Canada, de la Chine, de Cabo Verde, de la CEPALC, de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies au Guyana et de la personne représentant le groupe d'intérêt des personnes âgées.

182. Un exposé a été présenté au nom du Liechtenstein par le Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, Christian Wenaweser, et d'autres orateurs².

183. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Mexique, de l'Argentine, de l'Indonésie, de la Zambie et du Pakistan, de l'Indonésie, du Maroc et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

Examens nationaux volontaires : Mauritanie et Turkménistan

184. À la 23^e séance, le 18 juillet, la Mauritanie et le Turkménistan ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

185. Un exposé a été présenté au nom de la Mauritanie par le Ministre de l'économie et des finances, El Moctar Ould Djay.

186. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants du Canada, de la République dominicaine, du Sénégal, de la CESAO et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

187. Un exposé a été présenté au nom du Turkménistan par le Ministre des finances et de l'économie, Batyr Bazarov, et d'autres orateurs².

188. Au cours du débat qui a suivi, le Ministre a répondu aux observations et aux questions des représentantes et représentants de l'Ouzbékistan, du Bélarus, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de la Norvège, du Kazakhstan, de la Roumanie et de la Chine.

D. Débat général

189. Le forum a tenu son débat général du 16 au 19 juillet dans le cadre du débat ministériel organisé au cours du débat de haut niveau de la session de 2019 du Conseil³.

190. Au cours du débat général, 196 déclarations ont été faites ; 139 d'entre elles ont été prononcées par des représentants d'États et de l'Union européenne (dont 16 au nom de groupes d'États), 15 par des observateurs d'organisations intergouvernementales et des représentants d'institutions spécialisées et d'autres entités des Nations Unies et 42 par des représentants d'organisations non gouvernementales, de grands groupes et de groupes d'intérêt.

IV. Questions d'organisation et questions diverses

A. Ordre du jour

191. À sa 1^{re} séance, le 9 juillet, le forum a adopté son ordre du jour provisoire ([E/HLPF/2019/1](#)).

1. Adoption de l'ordre du jour.

³ Le compte rendu du débat général figure dans le rapport du Conseil économique et social pour la session de 2019 ([A/74/3](#)) et dans les comptes rendus analytiques de séance pertinents ([E/2019/SR.30](#), [E/2019/SR.31](#), [E/2019/SR.32](#), [E/2019/SR.33](#) et [E/2019/SR.34](#)).

2. Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité⁴:
 - a) Examen des objectifs de développement durable n° 4, 8, 10, 13, 16 et 17 ;
 - b) Examen thématique ;
 - c) Examens nationaux volontaires.
3. Adoption du rapport

B. Participation

192. La réunion du forum a rassemblé les représentants de 167 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres d'institutions spécialisées. Étaient également présents des observateurs accrédités d'organisations intergouvernementales, des représentants d'organismes des Nations Unies et des représentants accrédités d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations. La liste des orateurs a été publiée sous la cote [E/HLPF/2019/INF/1](#).

C. Documentation

193. On trouvera dans l'annexe au présent rapport la liste des documents dont le forum était saisi. Les documents non officiels que le forum a examinés sont disponibles sur la page Web de celui-ci (<https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2019>, en anglais uniquement).

⁴ Résolution [70/299](#) de l'Assemblée générale.

Annexe

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/74/87–E/2019/71	Forum sur le suivi du financement du développement – y compris la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l’Organisation mondiale du commerce et la CNUCED : résumé des travaux établi par la Présidente du Conseil économique et social
E/2019/64	Note du Secrétaire général transmettant le rapport d’activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2019/65	Rapport du Secrétaire général intitulé « Donner des moyens d’action aux populations et assurer l’inclusion et l’égalité »
E/2019/66	Rapport du Secrétaire général sur les effets à long terme des tendances économiques, sociales et environnementales actuelles sur la réalisation des objectifs de développement durable
E/2019/68	Rapport du Secrétaire général faisant le point sur les objectifs de développement durable (édition spéciale).
E/FFDF/2019/3	Rapport du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2019/1	Ordre du jour provisoire et documentation
E/HLPF/2019/2	Note du Secrétariat sur les documents de synthèse sur le thème de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, présentés par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2019/3	Note du Secrétariat sur les rapports des forums régionaux pour le développement durable
E/HLPF/2019/3/Add.1	Note du Secrétariat transmettant le rapport du forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l’Europe sur les travaux de sa troisième session
E/HLPF/2019/3/Add.2	Note du Secrétariat transmettant la contribution du sixième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable
E/HLPF/2019/3/Add.3	Note du Secrétariat transmettant le rapport de la réunion de 2019 du Forum arabe pour le développement durable
E/HLPF/2019/3/Add.4	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la cinquième session du Forum régional africain pour le développement durable
E/HLPF/2019/3/Add.5	Note du Secrétariat transmettant les conclusions de la troisième réunion du Forum des pays d’Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/HLPF/2019/4	Note du Secrétariat présentant la synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres instances et organes intergouvernementaux
E/HLPF/2019/5	Note du Secrétariat transmettant la compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2019
E/HLPF/2019/6	Note du Secrétariat transmettant le résumé, établi par les coprésidentes, des travaux du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable
E/HLPF/2019/L.1	Projet de rapport
E/HLPF/2019/INF/1	Liste des participants
